

Ici et ailleurs

• Lions club international
La présidente en visite officielle

Photo : D.R



La présidente de l'association internationale du Lions club effectue une visite officielle à Libreville du 30 septembre au 2 octobre prochain. Gudrun Bjort Yngvadottir profitera de son séjour pour échanger avec les plus hautes autorités du pays et rencontrer les membres des Lions clubs du Gabon. Les Lions du Gabon se disent honorés par cette visite au caractère particulier car, la dernière visite d'un président international dans notre pays remonte à 1992. Et c'est la première fois, en 100 ans d'existence, qu'une femme accède à la prestigieuse fonction de président international de l'association des Lions clubs. Au moment où le Lions Clubs accueille la première femme élue à ce poste, l'initiative "Nouvelles voix" de Mme Gudrun Yngvadottir, célèbre les contributions des femmes au Lions clubs international. Cette initiative fait la promotion de la parité entre les sexes par l'augmentation du nombre de femmes dans les Lions clubs, ainsi que de la réduction de l'écart entre la gent féminine et masculine dans l'accès aux postes de direction.

• Santé
Étude personnalisée du cancer du sein

Une vaste étude débute le 1er décembre auprès de 85.000 femmes en Europe et en Israël pour affiner le risque de chacune de développer un cancer du sein et lui apporter une réponse personnalisée. "MyPeBS" (pour "personalising breast screening") va mobiliser 20.000 femmes volontaires en France, 30.000 en Italie, 15.000 en Israël, 10.000 en Belgique et 10.000 au Royaume-Uni durant 6 ans. L'étude fédère 26 partenaires européens et américains. "C'est la plus grosse étude au monde sur le sujet. L'individualisation est une tendance majeure, il y a une autre étude semblable aux États-Unis", explique Suzette Delalage, coordinatrice de MyPeBS et oncologue à Gustave Roussy. Avec 360 000 nouveaux cas diagnostiqués et 92 000 décès chaque année en Europe, le cancer du sein est le cancer le plus fréquent chez la femme.

Rassemblés par F.S.L.

Éducation nationale/ Atelier de validation Sauvegarder le droit à l'éducation des jeunes filles

H.N.M
Libreville/Gabon

SUITE à une réflexion menée par la direction générale des Œuvres scolaires, avec l'appui du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), pour la mise en place d'une stratégie de prévention et de prise en charge des grossesses précoces en milieu scolaire, le ministère de l'Éducation nationale a organisé, hier, un atelier de validation dans sa salle de réunion. Présidé par le secrétaire général adjoint dudit ministère, Laurent Mouity Mabicka, cet atelier de validation, s'est ouvert en présence du représentant adjoint de l'Unicef par intérim, Michel Ikamba, des directeurs d'établissements scolaires, des organisa-



Photo : H.N.M

Le secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale, Laurent Mouity Mabicka (au milieu), durant son mot de circonstance. Photo de droite : Une vue des participants aux travaux

tions de la société civile et des partenaires du Système des Nations unies. La problématique des grossesses précoces en milieu scolaire au Gabon est au centre de ce séminaire. Et selon l'Enquête démographique et de santé du Gabon (EDSG II), 14% des grossesses dans notre pays concernent des adolescentes. Les statistiques révèlent aussi que 28 % des jeunes filles, entre 15 et 19 ans, ont déjà été enceintes.

Quant aux mortalités néonatale, postnatale et infantile, celles-ci sont inversement proportionnelles à l'âge de la mère. Mais la mortalité maternelle est 3 fois plus élevée chez les adolescentes que chez leurs aînées. A ce sujet, l'intérimaire du représentant adjoint de l'Unicef a indiqué que "les grossesses et les maternités précoces ont un impact négatif sur la santé, l'éducation et le bien-être social de la jeune fille". Selon une autre étude



Photo : H.N.M

réalisée en 2015, notamment sur les élèves ayant été enceintes au moins une fois dans leur parcours scolaire, celle-ci révèle que 81% ont leur première grossesse avant l'âge de 20 ans, dont 29% avant l'âge de 15 ans. Une situation qui, pour le secrétaire général adjoint du ministère de l'Éducation nationale, montre l'ampleur du phénomène qui ne saurait laisser indifférent. « Voilà pourquoi il nous a paru important d'inscrire dans le cadre du nouveau

programme de coopération Gabon-Unicef, la mise en place d'un mécanisme de prévention et de prise en charge au profit de la jeune fille scolarisée», a souligné Laurent Mouity-Mabicka. Les travaux de cet atelier de validation sur la stratégie de prévention et de prise en charge des grossesses précoces en milieu scolaire au Gabon, ont donc pour objet de "réduire la vulnérabilité des jeunes filles". De sorte à réaliser le droit à l'éducation au Gabon.

Semaine internationale des sourds

Ils revendiquent une véritable inclusion !

Rudy HOMBENET AN-VINGUI
Libreville/Gabon

À l'instar de la communauté internationale, notre pays a célébré, hier, la Journée mondiale des sourds. A cette occasion, sous le thème : "Avec la langue des signes, l'inclusion est complète", la Fédération nationale des associations des personnes handicapées du Gabon a organisé un séminaire d'échanges au cours duquel, par la voix de son président Ibrahim Aboubakar, les membres de cette plateforme ont, une fois de plus, énuméré les difficultés auxquelles ils sont confrontés s'agissant de leur insertion dans la société.

« Le choix de ce thème est évocateur, d'autant plus que cette journée mondiale a pour objectif la valorisation de la langue des signes à travers des sensibilisations qui permettent aux communautés de découvrir leur univers (...). Pour nous, sourds du Gabon, les grandes lignes d'une véritable inclusion commencent par l'éducation, la formation professionnelle et l'emploi», a fait savoir le président de cette association. Non sans insister sur les obstacles qui se dressent sur la socialisation



Photo : R.H.A

Les sourds-muets du Gabon revendiquent une véritable inclusion dans notre société.

des sourds dans notre pays. « En effet, dans les hôpitaux, il manque d'interprètes capables d'accompagner les malades sourds à l'accueil ou pour répondre aux demandes d'informations. On ne trouve aucune femme sourde-muette dans les effectifs du ministère des Affaires sociales. L'association n'est toujours pas subventionnée, l'accès à l'enseignement secondaire et à la formation professionnelle est bloquée, malgré la volonté de certains jeunes qui, au prix des efforts louables, sont parvenus à obtenir le baccalauréat grâce à la pratique de la langue des signes», a déploré Ibrahim Aboubakar. La deuxième phase de cette cérémonie a été consacrée à une conférence-débat autour du thème "Démarque et intérêt des processus d'immatriculation à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS)". La discus-

sion était animée par Paul Larry Nding Mezui, technicien de sécurité sociale, qui a saisi cette opportunité pour rappeler l'impérieuse nécessité de se faire déclarer. Ce spécialiste a rappelé l'importance d'une protection sociale. « En tant que citoyens gabonais, les personnes handicapées sont couvertes par les conventions internationales et les lois internes en matière de travail. Ils doivent pouvoir bénéficier d'une protection sociale au même titre que les autres compatriotes valides. Lorsqu'on est salarié dans une entreprise et qu'on a des enfants, on doit bénéficier des allocations familiales pour ses enfants», a-t-il dit. La célébration de cette journée a également donné lieu à la présentation officielle de deux ouvrages sur les sourds. "L'univers des sourds du Gabon : entre histoire et



Photo : R.H.A

L'accès à la santé, au secondaire et au supérieur sont des requêtes qui demeurent chez les sourds.

luttés" et "Histoire d'un père trouvé", commis par Paul Anicet Moundziegou.



LYBEK 2018